Nations Unies E/CN.6/2004/NGO/13

Conseil économique et social

Distr. générale
16 janvier 2004
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme
Quarante-huitième session
1er-12 mars 2004
Point 3 c) i) de l'ordre du jour provisoire*
Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulées « Les Femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXIe siècle » : réalisation des objectifs stratégiques et mesures prises dans les domaines critiques et autres dispositions et initiatives à prendre en la matière : le rôle des hommes et des garçons dans l'égalité entre les sexes

Déclaration présentée par Zonta International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social; la Coalition contre le trafic des femmes, la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, la Dominican Leadership Conference, l'Elizabeth Seton Federation, l'International Presentation Association of the Sisters of the Presentation, les Soeurs enseignantes de Notre-Dame et les Soeurs de la Charité, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social; et l'Armenian International Women's Association, organisation non gouvernementale inscrite sur la Liste du Conseil

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* * *

* E/CN.6/2004/1.

04-21227 (F) 040204 100204

Nous, ONG qui luttons au niveau de la communauté pour l'égalité entre les sexes et qui menons une action de mobilisation dans l'ensemble du système afin de promouvoir la dignité et l'autonomisation de toutes les femmes, réaffirmons le message énoncé dans la Déclaration de Beijing, que la quatrième Conférence mondiale sur les femmes a adoptée en 1995, selon lequel tous les gouvernements [devraient] « encourager les hommes à participer pleinement à toute action favorisant l'égalité » (par. 25).

Nous devons malheureusement reconnaître que huit ans après l'adoption du Plan d'action de Beijing, les hommes continuent à occuper les postes de direction dans les structures institutionnelles et sociales qui perpétuent une discrimination massive contre les femmes et les filles et qui enfreignent systématiquement leurs droits fondamentaux. Cette discrimination revêt diverses formes, qui vont du refus de l'accès à l'éducation pour les filles et les femmes à l'exclusion des femmes de la vie politique ou encore à la sujétion des femmes et des filles au viol, à la violence dans la famille, au harcèlement et autres formes de violence masculine à l'égard des femmes.

L'exploitation sexuelle des femmes et des filles à des fins commerciales, y compris la prostitution, le proxénétisme, les mariages arrangés sur l'Internet, la pornographie et le tourisme sexuel, sont parmi les formes les plus graves, les plus dévastatrices et de plus en plus répandues de la violence fondée sur le sexe. Si la communauté internationale s'est intéressée au rôle que la criminalité organisée, la corruption des pouvoirs publics et les politiques économiques ont joué dans l'industrie du sexe à l'échelle du monde entier, le rôle capital de la demande des hommes et des garçons en matière de prostitution, qui alimente cette catastrophe sur le plan des droits de l'homme, n'a jusqu'ici retenu que peu d'attention.

La demande de prostitution de la part des hommes et des garçons dans les pays riches dits « importateurs » et les milliards de dollars que cela représente constituent la cause principale du trafic de femmes et de filles en provenance de pays pauvres dits « exportateurs ». La demande de prostitution parmi les militaires a favorisé l'implantation près de leurs bases de complexes industriels axés sur le sexe, qui exploitent les femmes et les filles d'origine locale et enrichissent les entreprises criminelles qui pratiquent la traite de femmes étrangères. La demande des hommes des pays nantis qui souhaitent obtenir des employés à des fins sexuelles et domestiques a donné naissance aux mariages arrangés par Internet et au tourisme sexuel et jeté un nombre croissant de femmes et de filles originaires de pays pauvres dans des situations de violence et de dégradation. La demande de prostitution émanant des forces de maintien de la paix des Nations Unies et d'agents des services d'aide humanitaire a conduit à l'exploitation sexuelle de femmes et de filles dans des cas dramatiques de conflits armés et de crises humanitaires. Avec la féminisation de la pauvreté, les femmes et les filles sont menacées même dans les collectivités pauvres, par l'exploitation sexuelle à des fins commerciales par les hommes et les garçons locaux.

Tant que les hommes et les garçons qui se livrent à l'exploitation sexuelle en tant qu'acheteurs de la prostitution ne seront pas tenus d'en répondre et que ceux qui n'y ont pas recours ne demanderont pas des comptes à leurs pairs qui s'y livrent, cette industrie continuera de prospérer et les femmes et les filles, individuellement ou en tant que groupe, continueront de subir un tort irréparable. À ce jour, la vaste majorité des activistes et des personnes qui s'emploient à mettre fin à l'exploitation

sexuelle des femmes et des filles sont des femmes : c'est là un état de choses qui devra changer si l'on veut éradiquer l'exploitation sexuelle.

Nous sommes encouragés par le fait que certains hommes et garçons ont assumé un rôle de premier plan pour mettre un terme à l'exploitation sexuelle des femmes et des filles. En déclarant que « l'exploitation et la violence sexuelles constituent des violations des normes et des principes juridiques internationaux universellement reconnus » et en énonçant des « dispositions spéciales » pour prévenir l'exploitation et la violence sexuelles par des fonctionnaires des Nations Unies, le Secrétaire général, Kofi Annan, a donné un exemple d'autorité masculine dans ce domaine. Par ailleurs, il existe des hommes et des garçons dans toutes les régions du monde dont l'importante contribution à ce mouvement mérite d'être reconnue, qu'il s'agisse de Luis Enrique Costa Ramirez, Directeur de la Coalition contre le trafic des femmes au Venezuela, qui a lancé un programme d'éducation entre pairs pour sensibiliser les jeunes de Caracas aux méfaits de la traite des êtres humains; des travaux de recherche dans le domaine social du professeur suédois Sven Axel-Mansson concernant la demande de prostitution parmi les hommes suédois; du plaidoyer que le codirecteur de Prerana, Pravin Patkar, a lancé au nom des femmes prostituées de Mumbai; de l'activisme de Ken Franzblau, d'Égalité Maintenant, contre le tourisme sexuel des hommes américains aux Philippines. Nous louons les efforts de ces hommes et espérons qu'ils serviront d'exemples à d'autres hommes et garçons.

Il existe de nombreux moyens programmatiques et institutionnels pour encourager l'égalité entre les sexes et réduire la demande de prostitution. Nous invitons chaque gouvernement à évaluer son propre plan national d'action afin de garantir qu'il comporte des activités pratiques sur le terrain de nature à garantir l'égalité entre les hommes et les femmes et entre les garçons et les filles. Nous demandons instamment que des décisions et des mesures soient prises dans les domaines ci-après :

- Programmes d'enseignement dans les petites classes pour sensibiliser les élèves aux effets nuisibles des stéréotypes des sexes et de la réduction des femmes et des filles à des objets sexuels et pour encourager l'égalité entre les sexes dans les relations humaines;
- Programmes de cours dénonçant les dangers de toutes les formes de pornographie et de prostitution;
- Formation de tous les acteurs institutionnels à tous les niveaux, dont les policiers, les procureurs, les juges et le personnel militaire, pour leur apprendre à considérer les filles et les femmes prostituées comme des victimes de la criminalité, et non comme des personnes immorales ou criminelles;
- Poursuite systématique et efficace des auteurs de violences contre les femmes, y compris ceux qui achètent et vendent les services de femmes et de filles dans le cadre de la prostitution et des pratiques connexes d'exploitation sexuelle;
- Financement et diffusion de messages positifs et créatifs des services publics pour dénoncer la violence des hommes à l'égard des femmes, en utilisant des personnalités masculines connues comme porte-parole;
- Attestation en termes clairs que la légalisation ou la légitimation de la prostitution ou de tout recours à la prostitution comme source de revenu

national encourage la demande de prostitution et accroît la traite des personnes;

- Ratification et mise en oeuvre de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui (la « Convention de 1949 »), de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

La demande de prostitution est un maillon dans la chaîne de l'industrie du sexe dans le monde, et ce maillon peut être cassé. Le Gouvernement suédois a réduit la prostitution et la traite des êtres humains en criminalisant les acheteurs de prostitution et en encourageant des campagnes d'éducation de la population qui rendent les hommes suédois responsables lorsqu'ils achètent des services sexuels. Ce faisant, la Suède a donné un excellent exemple de ce que pourrait être l'action des gouvernements dans le monde entier. Le Protocole à la Convention des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée concernant la traite des personnes, qui est récemment entré en vigueur, fixe une norme internationale dont il y avait grand besoin en exigeant que les États parties adoptent ou renforcent des mesures législatives ou autres, pour décourager la demande qui favorise toutes les formes d'exploitation des personnes, en particulier des femmes et des enfants, aboutissant à la traite. » L'exploitation sexuelle n'est pas inévitable. Si les hommes et les femmes, agissant dans le cadre de partenariats égaux, joignent leurs efforts pour mettre fin au commerce sexuel dont font l'objet les femmes et les filles dans le monde entier, nous pourrons créer un monde dénué d'exploitation sexuelle, un monde dans lequel aucun homme ou garçon se sentira en droit d'acheter le corps et la dignité humaine de toute femme ou fille ou de les réduire à l'état d'objets.